



## EDITORIAL

### AVEC LES SIDERURGISTES

Voies ferrées Nancy-Metz et Nancy-Paris, routes et autoroutes bloquées, manifestations : les sidérurgistes de Lorraine et des Ardennes se sont mobilisés pour faire connaître leur opposition aux 12 000 suppressions d'emploi que doit entraîner le plan acier du gouvernement qui vient d'être officialisé.

Ces 12 000 emplois viennent se rajouter aux 16 000 emplois disparus avec le plan de 1977 et aux 22 000 du plan de restructuration de début 79. L'addition est lourde : fermeture complète de Denain et de Vireux-Molhain, nouvelles réductions à Longwy, suppression de deux tiers des emplois de Pompey. Le tout, accompagné de 17 milliards de francs d'investissements venant de la poche des contribuables pour moderniser la production restante et la rendre suffisamment rentable pour que les grands monopoles Usinor et Sacilor équilibrent leurs comptes au plus tard en 86.

Même si J.P. Chevènement a précisé qu'aucune fermeture n'interviendrait avant 84 et qu'aucun licenciement n'aurait lieu, force est de constater que le gouvernement emboîte le pas de ses prédécesseurs, avec toutes les conséquences économiques, sociales, régionales et humaines que cela comporte.

Ce plan est justifié par la diminution régulière de la production d'acier : elle est en France aujourd'hui descendue, en particulier du fait des effets de la crise économique, à son niveau le plus bas depuis 1965 et les surcapacités de production sont énormes. Il en est de même en Europe : plus basse production depuis 30 ans, 50 millions de tonnes de capacité inutilisée. Aussi la Commission de Bruxelles répartit-elle la baisse entre les différents producteurs européens afin qu'ils puissent mieux faire face ensemble à leurs concurrents (USA, Japon).

Mais, comment ne pas être frappé par la contradiction qu'il y a entre ces fermetures, ces surcapacités de production, ces suppressions d'emploi d'une part et, d'autre part, l'immensité des besoins non satisfaits, que ce soit en France même, par exemple en matière de logement, et beaucoup plus largement dans le Tiers Monde ? Un tel scandale devrait suffire à condamner un système qui en est responsable, le système capitaliste et impérialiste, fondé non sur la satisfaction des besoins populaires en France et dans le monde, mais sur la recherche du profit maximum.

Pourtant, le gouvernement de gauche, en ne contestant pas les règles régissant le marché impérialiste mondial et ses impératifs de rentabilité et de profit, en acceptant les critères du Marché commun qui conduisent à ce que près de la moitié de l'acier utilisé en France soit importée, est contraint de gérer le capitalisme et de faire supporter le poids de sa crise aux travailleurs.

De la même façon qu'en 1979, nous serons aux côtés des sidérurgistes pour défendre leurs emplois, leurs conditions de vie, leur dignité, pour désigner les vrais coupables, le système capitaliste et impérialiste et les combattre jusqu'à ce qu'ils aient disparu de notre pays comme de toute la planète.

Pierre BAUBY

## Déclarations de François Mitterrand en Midi-Pyrénées

### NOUVELLE DECEPTION

Foin des verbes forts et des qualificatifs outranciers qui ne font vibrer l'atmosphère que l'espace d'un Congrès ! Les actes et les appétits de la droite et du capital sont plus inquiétants. Il faut donc passer aux choses sérieuses : on attendait beaucoup des discours de François Mitterrand en Midi-Pyrénées.

Il eût pu s'adresser aux travailleurs pour les mobiliser après avoir, durant le premier mois de rentrée, écouté leur mécontentement, compté les abstentions lors des partielles, enregistré la colère des sidérurgistes. Que nenni ! A la question du maire de Tarbes sur la poursuite dans le bon sens de la politique gouvernementale, le président répond qu'il « poursuivra sa charge ». Un peu court.

Certes, à Figeac, il a convié encore à « résister et conquérir », « à retrouver le grand élan des moments forts ». Ici, chacun y aura mis ses espoirs ou ses craintes. Les chefs d'entreprise, pour avoir résisté, conquirent des charges moins lourdes et des aides, avec 16 mois de retard note Philippe Tesson, mais enfin !

Les travailleurs, pour n'avoir pas encore pris ce grand élan, récoltent depuis juin une nouvelle politique économique avec des vignettes diverses, un plan acier du même métal et beaucoup de bonnes paroles sur l'unité nationale.

On attend, décidément, toujours trop des discours...

## CGT-CFDT : Retrouvailles

Henri Krasucki et Edmond Maire viennent de surmonter leurs réticences bien réciproques aux retrouvailles nécessaires.

Neuf mois d'absence d'échanges au sommet entre les deux plus fortes confédérations syndicales, c'était en effet bien maltraiter la volonté d'unité des travailleurs, bien mal engager la mobilisation décisive contre « les gens du passé ».

Le *Quotidien de Paris* et de la droite titre : « Tout les sépare ». Mais non, beaucoup au contraire devrait permettre à ces syndicats de trouver maint terrain d'unité et d'action contre le capital et le patronat... certes, et c'est objectif, dans la différence, les divergences, voire les stratégies différentes.



## BLOC-NOTES

• La semaine passée, le PCML a participé activement à toutes les manifestations de dénonciation des massacres de Sabra et de Chatila dans différentes villes de France, aux côtés des organisations de solidarité avec les peuples palestinien et arabes et des organisations politiques et syndicales, notamment à Paris, Marseille, Lille, Orléans, Thionville, etc.

• Le 24 septembre, Pierre Bauby, au nom du Secrétariat politique du PCML, a écrit au président de la République et au ministre des Relations extérieures. Il a souligné que la reconnaissance du principe selon lequel chaque peuple doit disposer de lui-même « implique des mesures concrètes et urgentes » au moment où il est impunément bafoué par les dirigeants de l'Etat d'Israël ; « elle nécessite — entre autres mesures — la reconnaissance de l'OLP comme représentant légitime et unique du peuple palestinien ».

• Dans une lettre adressée le 24 septembre au ministre d'Etat Gaston Defferre, Pierre Bauby indique que les agressions commises par des milices sionistes armées contre des militants antiracistes et la presse les 21 et 22 au soir nécessitent : « que les milices sionistes armées soient dissoutes dès le prochain Conseil des ministres, que la sécurité soit renforcée devant le siège du bureau de l'OLP à Paris ».

• Le 22 septembre, Pierre Bauby et Camille Granot, membres du Secrétariat du PCML, ont rencontré Pierre Brana, secrétaire national-adjoint du PS aux relations extérieures ; ils ont procédé ensemble à un tour d'horizon de la situation politique.

• Le 24 septembre, Pierre Bauby et Gilles Carpentier ont rencontré Mohamed Yazid, responsable du bureau de Paris de la Ligue des Etats arabes ; ils ont échangé leurs vues sur la situation au Moyen-Orient et sur la solidarité nécessaire avec le peuple palestinien.

• Au sommaire du n°2 — d'octobre — de *Travailleurs* : un dossier sur les colonies françaises, des articles sur le chômage, une interview d'Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'Homme, des articles concernant « *Toujours plus* » de François de Closets et « *L'économie à bras-le-corps* » de Philippe Herzog, etc. A paraître la semaine prochaine. Passer les commandes.

Abonnement à PCML Flash, un an : 60,00 F

Abonnement groupé  
PCML Flash et *Travailleurs* mensuel  
un an : 150,00 F — 6 mois : 80,00 F

## Sécurité sociale :

### PRENDRE D'AUTRES MESURES

Le Conseil des ministres du 29 septembre adopte un projet de loi sur la sécurité sociale dont le but est de remédier au déficit de 30 milliards prévu l'an prochain. Ce projet fait plus appel à la solidarité des travailleurs qu'à celle du patronat puisqu'en dehors d'une taxe fiscale sur les entreprises pharmaceutiques, dont on ne connaît pas le montant, ce sont les travailleurs qui vont payer. Les cotisations patronales ne sont pas touchées, comme le gouvernement l'avait promis à Gattaz après les cantonales.

Les préretraités vont voir leurs cotisations augmenter alors qu'ils subissent déjà les conséquences de la privation d'emploi et de la diminution des revenus ; les hospitalisés vont devoir, sauf exception, payer un forfait hôtelier, venant encore grever un bud-

get déjà amoindri du fait du montant des indemnités journalières, ce qui pénalisera les familles modestes ; une vignette sur le tabac et l'alcool dont le taux augmentera de l'ordre de 20% le prix de ces produits, mais sans répercussion sur l'indice des prix. Et, enfin, les hôpitaux devront répartir leur budget dans le cadre d'une dotation globale.

D'autres mesures étaient pourtant possibles, ne frappant pas les travailleurs : asseoir les cotisations sur tous les revenus et non les seuls salaires, faire payer les dettes patronales à la sécurité sociale, s'en prendre aux profits de la branche pharmaceutique, à tous les niveaux, imputer au budget de l'Etat les charges indues qui, depuis des années grevent le déficit de la sécurité sociale.

## En bref... En bref... En bref... En bref...

### Jaruzelski veut exorciser Solidarnosc

Le 22 septembre, le quotidien du gouvernement polonais précise qu'il n'y aura de « retour à la vie publique » ni pour les dirigeants de Solidarnosc, engagés depuis la proclamation de l'état de guerre dans une « conspiration contre les autorités », ni pour le nom même de « Solidarnosc » et qu'il ne faut plus « bercer d'illusions les millions de simples membres de Solidarnosc qui associent au nom de leur syndicat le sentiment de la force et de l'unité des travailleurs ». On ne peut être plus clair dans le mépris des travailleurs et des libertés démocratiques !

### Deux déclarations surprenantes

Dans une interview aux *Echos* du 21 septembre, J.P. Chevènement affirme que « la sortie du blocage des prix, pour la première fois depuis 35 ans, ne pénalisera pas l'industrie ». Quant à Pierre Mauroy, inaugurant le SICOB, le 23 septembre, après avoir rappelé que les produits français doivent gagner le pari de la compétitivité, il s'est adressé aux firmes étrangères : « Je tiens à saluer particulièrement les entreprises étrangères. La France a toujours été et restera heureuse d'accueillir sur son territoire des industries étrangères (...). Elles savent qu'elles peuvent bénéficier, en arrivant dans notre pays, de l'effort considérable engagé par le gouvernement en faveur des entreprises et plus particulièrement en faveur de celles qui se rattachent à la filière électronique ». Ces deux déclarations confirment le changement d'orien-

tation de la politique gouvernementale dans le sens de l'austérité pour les travailleurs et du développement des profits capitalistes, quels que soient les détenteurs des capitaux.

### Salaires bloqués, loyers en hausse

La Confédération nationale du Logement (CNL) vient de souligner, à l'issue de sa commission administrative nationale, que si « le blocage a été total pour les salaires, il ne l'a pas été totalement pour les prix et de nombreuses quittances ont été augmentées durant la dernière période ». La CNL souligne qu'il ne saurait être question de procéder sur les quittances de fin octobre à un rattrapage du blocage et qu'il faut remettre en cause la hausse de 7% prévue dans les accords de modération des loyers de fin avril.

### Les patrons profitent et spéculent

*La Vie française* vient de publier les résultats d'un sondage effectué auprès des chefs d'entreprise. 5% seulement envisagent d'utiliser leurs moyens pour investir en France, mais 14% comptent développer leurs activités à l'étranger et 31% chercheraient des placements plus rentables. Pour 40% des patrons, la préoccupation principale est ce qu'ils appellent la montée des coûts de production, alors que pour 18% seulement c'est le blocage des prix. Le blocage des prix ne heurte pas les intérêts du patronat et le blocage des salaires leur permet d'accroître leurs profits, qu'ils comptent utiliser pour développer encore la spéculation.